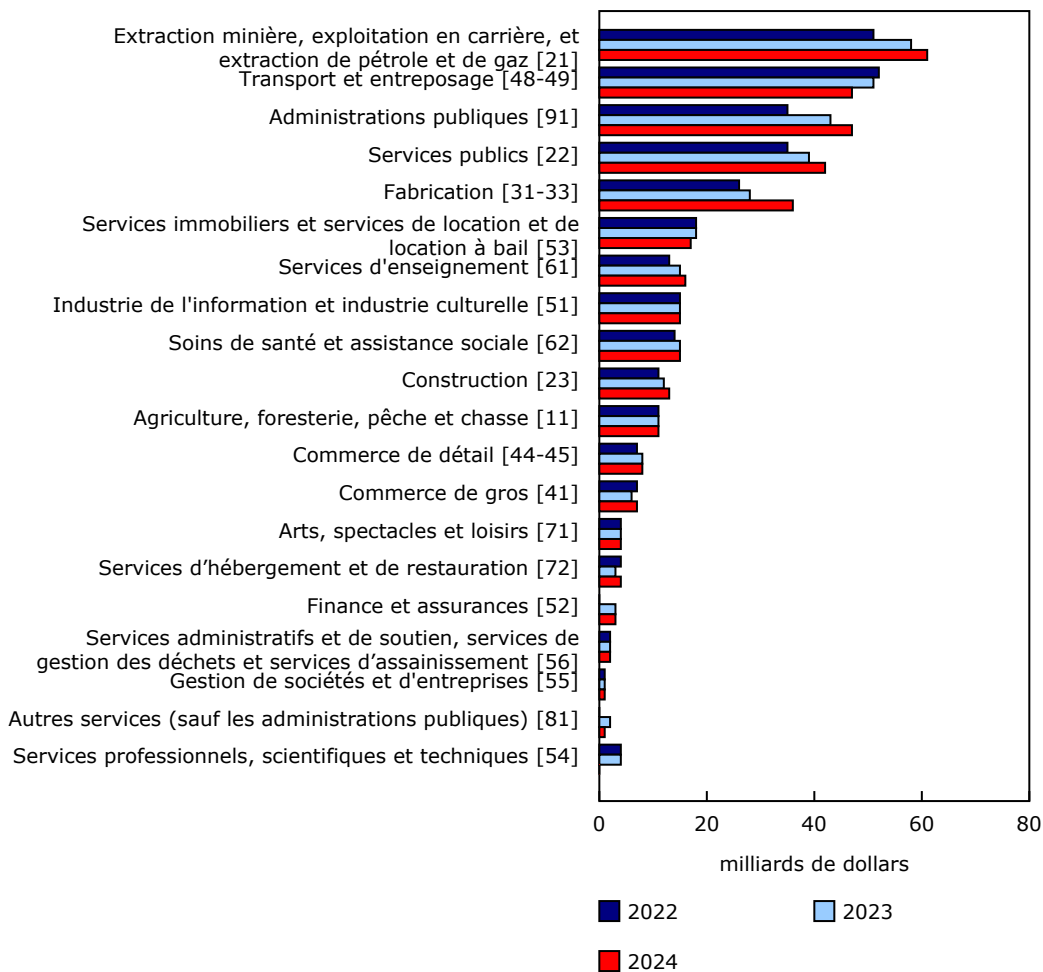


Dépenses en immobilisations non résidentielles et réparations, 2022 (données révisées), 2023 (données provisoires) et 2024 (perspectives)

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est dans Le Quotidien, le mardi 27 février 2024

Les dépenses totales en immobilisations des entreprises et des administrations publiques en immobilisations corporelles non résidentielles devraient augmenter de 4,5 % pour atteindre 353,9 milliards de dollars en 2024. Il s'agit de la quatrième augmentation annuelle consécutive. Tant le secteur privé (+4,8 %) que le secteur public (+3,9 %) devraient enregistrer une croissance en 2024.

Graphique 1
Dépenses en immobilisations, actifs corporels non résidentiels, selon le secteur industriel



Source(s) : Tableau 34-10-0035-01.

Les dépenses en immobilisations du secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière, et de l'extraction de pétrole et de gaz devraient dépasser 60 milliards de dollars en 2024

La croissance des dépenses en immobilisations du secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière, et de l'extraction de pétrole et de gaz devrait se poursuivre cette année (+4,8 % pour atteindre 61,0 milliards de dollars) à la suite de deux années de forte croissance (+13,9 % en 2023 et +36,3 % en 2022).

En 2024, une baisse de 2,7 % dans les dépenses en immobilisations aux mines et aux carrières, principalement liées à l'achèvement de nouvelles mines d'or en Ontario, devrait partiellement contrebalancer les 3,2 milliards de dollars (+8,2 %) d'augmentation prévue dans le sous-secteur de l'extraction de pétrole et de gaz.

La Saskatchewan devrait afficher la plus grande croissance du secteur en 2024; la province devrait enregistrer une hausse de 1,7 milliard de dollars (+22,5 %) après avoir connu une augmentation de 53,1 % en 2023. Cette province bénéficie d'investissements importants dans le sous-secteur de l'extraction minière et de l'exploitation en carrière (sauf l'extraction de pétrole et de gaz), ainsi que dans le sous-secteur de l'extraction de pétrole et de gaz. La Colombie-Britannique (+1,4 milliard de dollars) et l'Alberta (+1,2 milliard de dollars) devraient suivre de près avec des augmentations des dépenses en immobilisations prévues pour 2024, principalement liées à une hausse des activités dans l'extraction de pétrole et de gaz.

Les industries de la fabrication investiront davantage en 2024

Les dépenses en immobilisations dans le secteur de la fabrication devraient augmenter de 31,0 % en 2024 pour atteindre 36,2 milliards de dollars, en hausse par rapport à 27,7 milliards de dollars en 2023.

Plusieurs grands projets ont été annoncés, soutenus par de nombreux programmes des gouvernements fédéral et provinciaux visant à favoriser les nouveaux projets en matière de décarbonisation et d'énergie propre. La [Régie de l'énergie du Canada](#) a annoncé la construction de sept nouvelles installations de diesel renouvelable au Canada à la suite de la mise en œuvre du Règlement sur les combustibles propres de 2020 du gouvernement fédéral. En janvier 2024, l'Ontario a annoncé qu'au cours des trois dernières années, il avait attiré 27 milliards de dollars en nouveaux investissements liés aux fabricants et fournisseurs de véhicules automobiles et électriques. Le Québec et la Colombie-Britannique ont également annoncé des investissements importants dans la chaîne d'approvisionnement des batteries.

De plus, un grand fabricant de produits chimiques a récemment annoncé un investissement de plus de 11,5 milliards de dollars dans une installation d'éthylène à zéro émissions nettes, alors qu'un fabricant de gaz industriels a annoncé un nouveau complexe d'énergie hydrogène à zéro émissions nettes d'une valeur de 1,6 milliard de dollars.

Les investissements dans le sous-secteur de la fabrication de produits chimiques (+73,2 %) devraient afficher une reprise en 2024 pour atteindre 5,3 milliards de dollars, après avoir enregistré une baisse en 2023 (-25,9 %) en raison de l'achèvement imminent de projets importants. Parallèlement, le sous-secteur de la fabrication de matériel de transport devrait voir une croissance de 100,4 % après avoir connu une baisse de 18,0 % en 2023 en lien avec le calendrier de projets d'envergure.

Au total, 5 des 21 sous-secteurs de la fabrication devraient afficher une baisse dans les dépenses en immobilisations en 2024 : la fabrication de produits en bois (-14,2 %), la fabrication du papier (-2,3 %), l'impression et les activités connexes de soutien (-11,0 %), la fabrication de produits du pétrole et du charbon (-0,6 %) et la fabrication de vêtements (-10,4 %). À titre de comparaison, sept sous-secteurs de la fabrication ont enregistré des baisses en 2023.

Croissance soutenue dans le secteur public

Si les perspectives se concrétisent, les organismes du secteur public devraient investir 131,8 milliards de dollars en 2024 après avoir affiché sept croissances annuelles consécutives. Les investissements du secteur des administrations publiques devraient atteindre 47,1 milliards de dollars (+8,6 %) en 2024, après avoir progressé de 22,9 % en 2023.

Le secteur des services publics s'est classé au deuxième rang des secteurs ayant le plus contribué à la croissance attendue dans les investissements publics en 2024, affichant une augmentation de 3,2 milliards de dollars (+11,7 %) pour atteindre 30,6 milliards de dollars. De plus, les dépenses en immobilisations des entreprises privées de services publics devraient augmenter de 4,0 % pour atteindre 11,8 milliards de dollars en 2024. L'Ontario et le Québec devraient représenter 82,9 % de la croissance des dépenses en immobilisations de ce secteur en 2024. Les centrales nucléaires de l'Ontario continuent de faire l'objet d'importants travaux de rénovation et de l'installation de petits réacteurs modulaires. Pour sa part, Hydro-Québec a annoncé son intention de presque doubler ses investissements en pérennisation du réseau d'ici 2035 afin de diminuer le nombre de pannes de 35 % et d'investir au moins 90 milliards de dollars dans l'ajout de 8 000 à 9 000 mégawatts de puissance et de 5 000 kilomètres de lignes de transport.

Les dépenses en immobilisations du secteur des soins de santé et de l'assistance sociale devraient augmenter de 3,0 % pour atteindre 15,4 milliards de dollars en 2024, à la suite des augmentations de 10,3 % en 2023 et de 23,8 % en 2022. Bien que les organismes du secteur public représentent la majeure partie de ces investissements, le secteur privé prévoit une augmentation des dépenses en immobilisations de 6,8 % pour atteindre 2,5 milliards de dollars en 2024. Dans le budget fédéral de 2023, le gouvernement a annoncé un investissement de plus de 200 milliards de dollars sur 10 ans pour appuyer le plan Travailler ensemble pour améliorer les soins de santé pour les Canadiens. Le 15 février 2024, sept provinces et territoires avaient signé des accords bilatéraux avec le gouvernement fédéral. De plus, après l'annonce d'un investissement de 27 milliards de dollars sur cinq ans dans le cadre du budget de 2021 pour bâtir un système d'apprentissage et de garde des jeunes enfants à l'échelle du Canada, six provinces et territoires ont adhéré au programme et ont mis en œuvre des services de garde réglementés à 10 dollars par jour ou moins. Toutes les autres provinces et tous les autres territoires ont réduit les frais de garde de 50 % ou plus à la fin de décembre 2023. Le programme vise à appuyer la création de 250 000 places en services de garde d'ici mars 2026.

Tableau 1
Dépenses en immobilisations, construction non résidentielle et matériel et outillage, selon la province ou le territoire

	2021	2022	2023	2024	2023 à 2024
	millions de dollars				variation en %
Canada	274 656,2	313 086,2	338 658,7	353 885,7	4,5
Construction non résidentielle	178 581,7	204 750,5	223 274,1	231 234,6	3,6
Matériel et outillage	96 074,5	108 335,7	115 384,7	122 651,1	6,3
Terre-Neuve-et-Labrador	4 720,1	4 833,5	6 136,4	6 538,3	6,5
Construction non résidentielle	3 583,7	3 754,9	4 778,2	4 511,1	-5,6
Matériel et outillage	1 136,4	1 078,6	1 358,2	2 027,3	49,3
Île-du-Prince-Édouard	880,3	988,7	1 146,9	1 229,6	7,2
Construction non résidentielle	538,0	594,1	685,7	815,3	18,9
Matériel et outillage	342,3	394,6	461,2	414,2	-10,2
Nouvelle-Écosse	4 238,9	5 179,9	5 794,7	6 693,8	15,5
Construction non résidentielle	2 434,2	3 156,5	3 582,1	3 797,1	6,0
Matériel et outillage	1 804,7	2 023,4	2 212,7	2 896,7	30,9
Nouveau-Brunswick	3 951,4	4 918,9	4 988,3	4 903,8	-1,7
Construction non résidentielle	2 066,0	2 623,8	2 668,5	2 616,2 ^E	-2,0
Matériel et outillage	1 885,4	2 295,1	2 319,8	2 287,5	-1,4
Québec	47 999,7	55 112,8	59 750,7	65 003,9	8,8
Construction non résidentielle	29 897,0	34 204,4	38 610,8	41 829,2	8,3
Matériel et outillage	18 102,7	20 908,4	21 140,0	23 174,6 ^E	9,6
Ontario	89 959,7	94 554,5	102 622,6	112 117,2	9,3
Construction non résidentielle	51 638,4	55 731,7	60 570,3	65 708,4	8,5
Matériel et outillage	38 321,3	38 822,8	42 052,3	46 408,8	10,4
Manitoba	7 668,1	7 964,4	8 371,8	9 061,6	8,2
Construction non résidentielle	4 378,2	4 575,0	4 885,4	5 122,0	4,8
Matériel et outillage	3 289,9	3 389,3	3 486,4	3 939,6	13,0
Saskatchewan	11 928,5	13 591,3	17 110,9	19 573,5	14,4
Construction non résidentielle	7 385,8	8 272,1	11 126,3	13 469,3	21,1
Matériel et outillage	4 542,7	5 319,2	5 984,6	6 104,2	2,0
Alberta	55 796,8	70 108,0	69 362,3	68 724,0	-0,9
Construction non résidentielle	41 471,6	50 466,7	47 761,7	48 886,9	2,4
Matériel et outillage	14 325,2	19 641,3	21 600,6	19 837,1	-8,2
Colombie-Britannique	45 413,5	53 194,0	60 049,7	56 863,5	-5,3
Construction non résidentielle	33 658,4	39 413,5	45 942,9	41 870,0	-8,9
Matériel et outillage	11 755,1	13 780,6	14 106,8	14 993,4	6,3
Yukon	441,1	803,6	799,7	665,9	-16,7
Construction non résidentielle	312,8	629,3	587,9	494,8	-15,8
Matériel et outillage	128,3	174,3	211,8	171,1	-19,2
Territoires du Nord-Ouest	559,6	758,6	1 012,6	898,8	-11,2
Construction non résidentielle	424,8	535,5	808,2	780,0	-3,5
Matériel et outillage	134,8	223,1	204,4	118,8	-41,9
Nunavut	1 098,4	1 078,1	1 512,2	1 612,0	6,6
Construction non résidentielle	792,7	792,9	1 266,2	1 334,2	5,4
Matériel et outillage	305,7	285,2	246,0	277,8	12,9

^E à utiliser avec prudence

Note(s) : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux.

Source(s) : Tableau 34-10-0035-01.

Les dépenses en immobilisations liées aux infrastructures canadiennes augmentent de 13,4 % en 2022

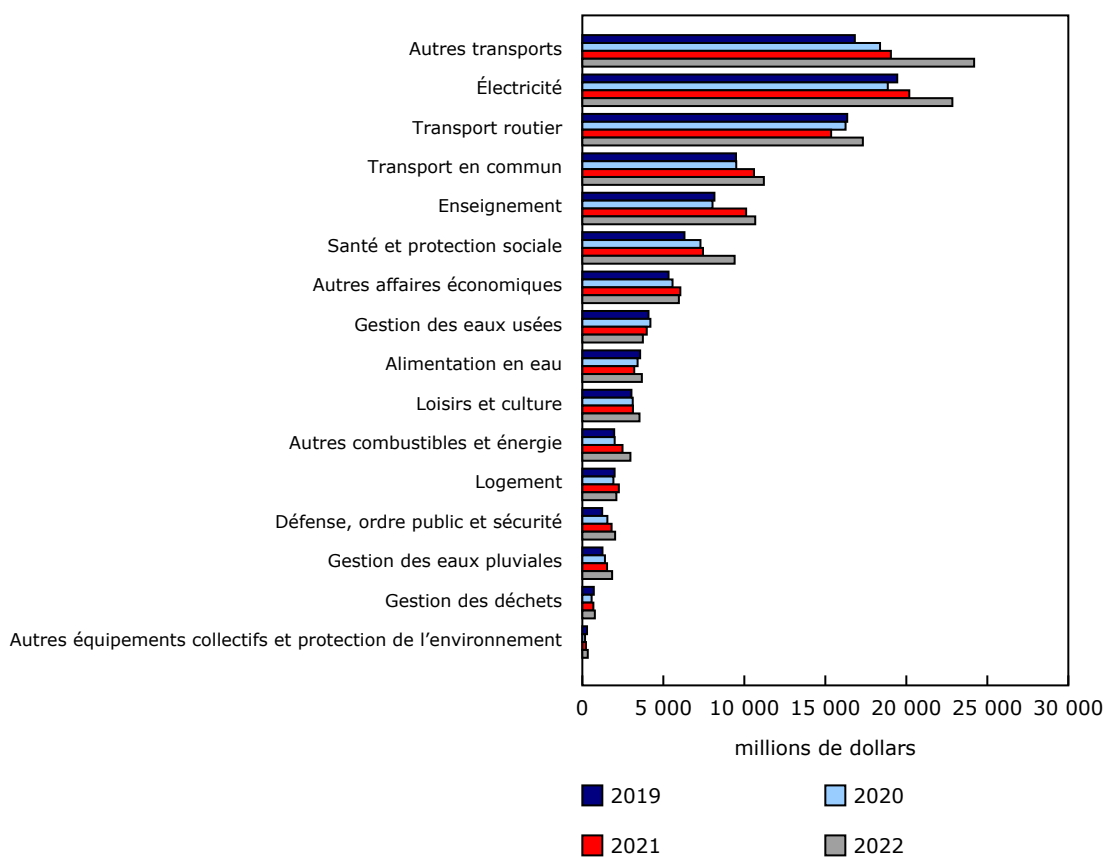
Le présent communiqué comprend les dépenses en immobilisations engagées en 2022 par type d'actif, ainsi que les investissements liés aux infrastructures canadiennes selon leur fonction.

Les dépenses en immobilisations totales pour les actifs d'infrastructure, y compris les logements locatifs sociaux et abordables, ont augmenté de 13,4 %, ou de 14,5 milliards de dollars, en 2022 pour atteindre 122,6 milliards de dollars. Une croissance a été observée pour 13 des 16 fonctions d'infrastructure. Les fonctions des autres transports (aérien, ferroviaire, maritime et par pipeline) (+5,1 milliards de dollars) et de l'électricité (+2,7 milliards de dollars) ont le plus contribué à cette croissance, la construction de projets importants du transport par pipeline et du réseau électrique s'étant poursuivie au cours de l'année. Les dépenses sur les actifs d'infrastructure de propriété privée (+18,5 %) et de propriété publique (+11,8 %) ont augmenté en 2022.

En 2022, une croissance de 26,2 %, ou de 2,0 milliards de dollars, dans les investissements en santé et en protection sociale a été enregistrée; toutes les provinces et tous les territoires ont affiché une augmentation, à l'exception des Territoires du Nord-Ouest. Les dépenses en immobilisations liées aux infrastructures ont diminué au Nunavut (-32,6 %), à Terre-Neuve-et-Labrador (-30,6 %) et au Manitoba (-1,4 %). L'achèvement de projets importants d'électricité est principalement à l'origine des baisses à Terre-Neuve-et-Labrador et au Manitoba.

Les dépenses en immobilisations pour les actifs d'infrastructure étaient les plus importants pour la fonction du transport routier ou de l'électricité dans sept provinces et un territoire. Cependant, en Colombie-Britannique (12,7 milliards de dollars) et en Alberta (7,5 milliards de dollars), la fonction des autres transports est venue en tête, en grande partie en raison de projets de pipelines importants. À Terre-Neuve-et-Labrador, la plus grande part des dépenses en infrastructures était pour la santé et protection sociale (391,5 millions de dollars). Dans les Territoires du Nord-Ouest, les dépenses d'investissement dans la fonction « autres équipements collectifs et protection de l'environnement » étaient les plus élevées étant donné des travaux importants de remise en état à des mines abandonnées.

Graphique 2
Dépenses en immobilisations, actifs d'infrastructure, selon la fonction



Source(s) : Tableau 34-10-0280-01.

Saviez-vous que nous avons une application mobile?

Accédez rapidement aux données du bout des doigts en téléchargeant l'[application StatsCAN](#), accessible gratuitement à partir des boutiques d'applications [App Store](#) et [Google Play](#).

Note aux lecteurs

L'Enquête sur les dépenses en immobilisations et réparations est fondée sur une enquête par sondage réalisée auprès de 27 000 entreprises, gouvernements et institutions. L'enquête sur les estimations provisoires pour 2023 et les perspectives pour 2024 a été menée de septembre 2023 à janvier 2024.

Les données du présent communiqué sont exprimées en dollars courants.

Le secteur public comprend les gouvernements et les entreprises où le gouvernement exerce un contrôle effectif ou détient au moins 50 % des droits de vote.

L'infrastructure désigne les systèmes et les structures physiques qui soutiennent la production de biens et de services, la fourniture de ces biens et services aux gouvernements, aux entreprises et aux citoyens ainsi que leur utilisation par ceux-ci. Le produit « [Sources et méthodes : investissement en immobilisations dans les infrastructures](#) » présente un sommaire des concepts et contient des renseignements sur la comparabilité avec d'autres sources de données.

Visitez le portail [Statistiques sur la construction](#) et le portail [Statistiques sur l'infrastructure](#) pour accéder, en un seul endroit pratique, aux données, aux publications et aux outils interactifs liés à la construction et à l'infrastructure.

Tableaux de données en temps réel

Les tableaux de données en temps réel 34-10-0278-01 et 34-10-0279-01 seront mis à jour le 1 mars 2024.

Tableaux disponibles : [34-10-0035-01](#) à [34-10-0040-01](#) , [34-10-0063-01](#) et [34-10-0280-01](#) à [34-10-0282-01](#) .

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [2803](#).

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias (statcan.mediahotline-ligneinfomedias.statcan@statcan.gc.ca).